

bien plus de signifier l'intention de faire participer que de faire participer réellement. La posture est ici beaucoup plus importante que le contenu. Avant d'être un nouvel art de gouverner, la consultation pourrait n'être qu'un nouvel art de communiquer.⁶ Autrement dit, du moment que les questions de fond restent posées, ou plutôt évitées, par celles et ceux qui détiennent le pouvoir, le fait de palabrer sur la forme ne pose aucun problème. Cela permet même, en dépolitisant les « débats », de désamorcer les conflits et par là, de maintenir la paix sociale. De cette manière, des kilos de bonnes citoyennes tombent dans le panneau. Croyant « s'engager » pour la collectivité, ils et elles font insidieusement mais pleinement le jeu du pouvoir. L'Etat trouve ainsi, dans l'intermédiaire vigoureux de la « société civile », une manne de volontaires à laquelle il peut sous-traiter une partie du travail ordinairement réservé à la police : le maintien de l'ordre. Ou comment déléguer le contrôle de la population à la population elle-même...

Outro : alors, veut-on participer à ça ?

Il faut être bien aveugle ou bien privilégié.e pour considérer que la manière dont tourne ce monde est satisfaisante. Chaque jour des personnes crèvent de faim, du cancer, au boulot ou après trois mois de retraite, sous les coups de leur mari, au bout d'une corde parce que la compétition est trop dure, dans les prisons ou sous les coups de la police... Tout ça parce qu'une poignée de riches veut continuer à se vautrer dans ses bénéfices et son pouvoir.

Alors c'est vrai que dans ce cadre, la façon dont on fait un disque, l'endroit où on choisit de peindre ou la scène sur laquelle on s'engage à jouer peut paraître bien dérisoire. Mais si on pense que ce monde mérite d'être retourné de fond en comble, chaque choix est important. Concernant la manière dont nous nous exprimons, veut-on simplement (se) divertir, faire le spectacle, amuser la galerie ? Veut-on rester dans le rôle de bouffons qu'on voudra bien nous accorder ? Veut-on que nos micros, nos aérosols, nos stylos, ou tout ce qu'on voudra bien manier pour s'exprimer, ne servent qu'à assurer l'ambiance de la fête et décorer le carnage ? Ne sommes-nous pas capables de bien plus de changements, d'énergie et de créativité quand nous décidons par nous-mêmes qu'en allant s'entasser naïvement dans les cadres minuscules que les institutions veulent bien nous laisser ?



gratos * photocopillage vivement conseillé * chivain@no-log.org

Les « cultures urbaines » au secours de la paix sociale

Intro : impossible de passer à côté...

Pour celles et ceux qui sont sensibles à la culture hip-hop ou qui, tout simplement, habitent en ville et sont un peu curieuses et curieux, difficile de ne jamais en avoir entendu parler : depuis une vingtaine d'années, de plus en plus d'« événements » estampillés « cultures urbaines » sont organisés par les municipalités, souvent à l'initiative d'associations locales. Rares sont les villes qui n'ont pas encore eu leur festival hip-hop, leur inauguration de skatepark, leur battle de breakdance, ou encore leur jam de graffiti. Le fait, pour les institutions, d'avoir regroupé un large éventail de disciplines sous la seule dénomination de « cultures urbaines » n'est pas anodin et ne touche pas qu'au vocabulaire. Cette mainmise sur les mots va de pair avec des objectifs politiques bien réels : en rationalisant un certain nombre de pratiques sous couvert d'action culturelle, il s'agit, pour les autorités, de reprendre le contrôle des gestes, de la parole et de l'espace. Dans ce cadre, récupérer des cultures jusque-là insaisissables, voire illégales, et les vider de leur potentiel subversif afin de les proposer au « grand public » comme un divertissement ou une soupape, ne constitue rien d'autre qu'une nouvelle forme de maintien de l'ordre.

D'où ça sort ?

Si l'on s'y intéresse d'un peu plus près, les « cultures urbaines » ressemblent à un véritable fourre-tout. En premier lieu, on pense à la culture hip-hop, qui regroupe quatre disciplines : le Djing, le graffiti, le rap (ou MCing) et enfin la breakdance. Mais les « cultures urbaines » ratisent bien plus large que ça, englobant notamment certains sports de glisse (skateboard, roller, BMX...), mais aussi le basket ou encore le slam qui, soit dit en passant, constitue en France un des meilleurs exemples de gestion de la culture hip-hop : plus poétique, plus gentil et bien élevé, c'est le cousin « de gauche » du rap.

Mais alors, comment définir ces « cultures urbaines » ? Une première piste : il s'agirait de « l'ensemble des pratiques culturelles, artistiques et sportives issues de l'espace urbain »¹. Tout cela semble encore bien flou. En effet, pourquoi ces « cultures urbaines » ne seraient-elles que dans les années 80 ? Cela veut-il dire qu'avant il ne se passait rien de « culturel » en ville ? Pourtant depuis leur expansion, les villes ont toujours donné naissance à des cultures populaires foisonnantes, et ceci en dépit du fait que le « bourg » ait toujours été tenu par... les bourgeois et les bourgeois. Qui est donc concerné par les « cultures urbaines » et de quelles cultures parle-t-on ?

Le magazine « graff it », dans un article de 2007², nous donne plus de précisions : « Au cours des dernières décennies, les villes se sont agitées de nouvelles pratiques, générant de nouvelles cultures. Le mode de vie urbain qui se développe en occident durant les années 60 et 70 va faire apparaître de nouveaux rapports entre les citadins et leur environnement. Réalités sociologiques et nouvelles morphologies des villes vont amener des populations souvent jeunes à s'approprier ces territoires comme de nouveaux terrains de jeux. Par adaptation et détournement, la structure

¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Cultures_urbaines

² « Cultures urbaines & pratiques libres, vers la définition d'un mouvement émancipé dans la cité », par Jimse

⁶ Loïc Blondiaux, sociologue qui fait pourtant la promotion de la démocratie participative. *Le nouvel esprit de la démocratie*, Seuil, 2008, cité par Jean-Pierre Garnier dans un texte intitulé *La démocratie participative entre détournement et inachèvement*, disponible notamment sur le site www.piecesmaindoeuvre.com.

fonctionnelle de la ville se met à bourgeoisie de nouveaux lieux où s'expriment ces pratiques émergentes, aujourd'hui regroupées sous l'appellation « cultures urbaines ». » Cet article décrit des « collectifs informels » qui « ne constituent pas un groupe cohérent », évoluant « entre art et jeux ». Pour son auteur, « les réalités de ces cultures demeurent de l'ordre de l'underground, alors que l'appellation ne semble être utile que dans des opérations de communication à caractère grand public », des « événements » officiant comme un « cadre les rendant présentables », en somme une « vitrine pour la reconnaissance du public »³.

L'appellation « cultures urbaines », qui relève donc d'une stratégie de communication, permet d'évacuer toute dimension politique. Exit la « culture de rue », trop péjorative, synonyme de danger et d'illégalisme. Au revoir la « culture de classe », qu'on voudrait nous présenter comme désuète. Avec les « cultures urbaines », on aurait affaire à une culture de loisirs... En fait, le terme est apparu dans les circulaires des administrations dans les années 80 et 90, avec le dispositif du « contrat de ville », un contrat entre l'Etat et les collectivités locales mis en place par le socialiste Lionel Jospin, qui sous couvert de « lutte contre la ségrégation urbaine et sociale », consistait en fait à calmer le jeu dans certains quartiers. Ce n'est pas un hasard si culture et urbanisme étaient des axes majeurs de ce dispositif. Ce que les collectivités ont alors choisi de nommer « cultures urbaines » est donc ni plus ni moins un processus qui, en triant, rationalisant, institutionnalisant, voire professionnalisant des pratiques dérangeantes, vise à garder le contrôle de la ville.

Les valeurs du capitalisme appliquées à des actes libres, gratuits et illégaux.

Un des enjeux majeurs du flicage des « cultures urbaines » est de gérer l'espace de façon rationnelle, selon des schémas précis élaborés par des urbanistes. La ville de leurs rêves se découpe en différentes zones : habitation, consommation, loisirs deviennent des secteurs étanches. Dans ces visions bien ordonnées, les pratiques se développant de manière sauvage sont intolérables. Il s'agit donc de les fixer en un endroit précis, légal, normalisé et éventuellement lucratif : skateparks, murs d' « expression libre », salle de répétition ou de spectacle, cours de danse en MJC, etc. On a même vu ces dernières années des villes récupérer le terme « Block Party » pour désigner des événements qui n'avaient rien à voir avec ces fêtes de quartier spontanées et illégales. Dans ce délire de réglementation, une « Fédération » et un « Observatoire National des Cultures Urbaines » ont même été créés, avec la volonité ridicule mais assez dangereuse de mettre en place des « chartes » et des « labels qualifiés cultures urbaines »⁴, à la manière de la bouffe bio. Ceci dit, pour l'instant, ces instances ne semblent pas avoir une grande influence.

En revanche, il est intéressant de se pencher sur le rapport de la mission « cultures urbaines »⁵ de 2007 adressé au ministre de l'époque, le très « proche du peuple » Renaud Donnedieu de Vabres. Tout commence d'ailleurs dans la première phrase de la lettre du ministre nommant les responsables de cette mission, qui en dit long sur la méconnaissance du bonhomme : « Les cultures urbaines, expression qui englobe aussi bien le *graff*, le *hip-hop*, le *rap* ou la *poésie urbaine*, et plus globalement le *street-art*, doivent trouver une place juste auprès du Ministère de la Culture et de la Communication. ». Dans ce charabia on croise donc la faute d'orthographe de rigueur pour le mot « *graff* », l'utilisation de l'italique pour symboliser le barbarisme de ces mots, la confusion habituelle entre « hip-hop » et « rap », quant à la discipline de la « poésie urbaine » on se demande bien à quoi elle fait référence... Par ailleurs, ce rapport préconise des mesures bien concrètes, comme par exemple nommer des « experts » en cultures urbaines au sein des DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), qui seraient chargés de « dialoguer avec les artistes et contribuer à la promotion des meilleurs d'entre eux ». Les « meilleurs » selon des critères fixés par

celles et ceux qui nous dirigent, bien évidemment. On y évoque aussi la création d'une « Fondation hip-hop » alimentée par des fonds privés « qui réunirait les sociétés désireuses de valoriser les cultures urbaines auxquelles les Français se montrent réceptifs ». Traduction : bientôt le « Peugeot hip-hop festival » ou la « Jam Graffiti L'Oréal ». D'ailleurs, des exemples de ce type existent déjà, comme cette exposition organisée par Nissan dans une galerie parisienne, ornée de travaux de graffeurs et graffees, le tout pour vendre un nouveau modèle de 4x4, garé bien en évidence au milieu de l'expo. C'est d'ailleurs au sujet du graffiti que les intentions de ce rapport ministériel deviennent limpides : « l'effet négatif du tag, considéré comme une nuisance, porte préjudice aux réalisateurs de fresques ou aux graffeurs sur toile ». Tout paraît plus clair : il s'agit tout simplement de trier les bonnes (avec qui on signera des contrats et gagnera des sous) des mauvaises (qu'on enverra éventuellement en taule s'ils et elles se montrent trop récalcitrant.es à quitter le côté obscur).

C'est bien la même logique qui est à l'œuvre avec l'apparition du « street art », avec une double transformation : 1) artistique (langage intellectualisé d'expert.es, expositions officielles, reconnaissance qui tient plus au réseau qu'au talent, évolution dans un milieu bourgeois et branché...) 2) capitaliste (détermination de prix au sein d'un marché des œuvres, ventes aux enchères, riches collectionneurs et collectionneuses, fluctuation des côtes des artistes...). Certain.es ont bien compris, et ce depuis les années 70, que l'intérêt de quelques riches mécènes pour le graffiti pouvait représenter de grosses sommes d'argent. Mais peu arrivent à se faire une place dans le marché de l'art contemporain. On n'intègre pas une classe de privilégié.es sur simple décision. La plupart se rabattent alors sur des carrières de petit.es entrepreneur.euses, montant leur association ou leur micro-entreprise et se vendant au plus offrant en suivant des méthodes marketing dignes des vendeurs les plus pathétiques. Qu'importent les visées politiques des « client.es » : on ne parlerait que de business. En fait, on parle bien de capitalisme, un système politique fait de rapports de force. Les enjeux économiques déterminent la place à laquelle on peut prétendre au sein de la société et la légitimité de nos interventions sur l'espace publique et politique. C'est ainsi que les tags sont considérés comme des nuisances alors que l'invasion publicitaire peut s'exprimer tranquillement. Tout le principe des « cultures urbaines » consiste donc à ingérer des pratiques considérées comme intéressantes mais trop épicées, les digérer à grands renforts de sucs normatifs, pour enfin les régurgiter en une flaque aussi colorée que puante, mais « acceptable ».

Participation et délégation du maintien de l'ordre.

Comment fonctionne cette acceptabilité ? En ne gardant que la dimension esthétique du hip-hop (et d'autres pratiques et cultures), les marchand.es et les cultureur.es le rendent *tolérable*. Plus rien n'est politique, et tout est potentiellement « culturel ». En d'autres termes, d'un coup de matraque magique, puisqu'invisible, il n'y a plus ni antagonismes, ni domination, ni répression. Comme si tout ça n'avait jamais existé. Comme si aucun.e rappeur.euse n'avait jamais été censuré.e. Comme si aucun.e tagueur.euse n'avait jamais été tabassé.e par les flics en garde à vue. Tout le monde devient ami.e. Tout le monde devient acteur ou actrice d'un spectacle étrange, dont la niaiserie souriante égale sans peine la pièce de théâtre de fin d'année de l'école primaire.

Mais pourquoi et comment de si nombreuses personnes se glissent sans rechigner dans les costumes ridicules qu'on leur tend ? Plus efficace que la contrainte directe, l'illusion d'être partie prenante de l'écriture du scénario fait son effet. On peut bien proposer de modifier légèrement une réplique, c'est le metteur en scène qui aura le dernier mot. On peut bien suggérer des emplacements de « murs d'expression libre » potentiels, c'est la mairie qui décidera lequel est le plus éloigné des rues piétonnes du centre-ville. L'idéologie de la « démocratie participative » dont nombre d' « acteurs » et « actrices » des « cultures urbaines » se réclament, repose sur ce mécanisme : notre avis et notre participation « comptent », puisqu'il ne sont appelés que sur des questions secondaires et servent avant tout à nous faire adhérer à un système que nous subissons. « La Démocratie Participative s'apparente à une série d'exercices de communication dans lesquels l'enjeu réel est

³ Toujours dans ce même article.

⁴ http://fr.wikipedia.org/wiki/Cultures_urbaines

⁵ <http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-culturbaines2007.htm>